



**Partenariat
Mondial**

pour une coopération efficace
au service du développement

Quatrième réunion du Comité de pilotage

Compte-rendu succinct

Quatrième réunion du Comité de pilotage du Partenariat Mondial
Les 10 et 11 octobre 2013, à Washington, D.C.

Personnes à contacter :

M^{me} Farida Bena, tél : +33 1 45 24 90 16, courriel : farida.tchaitchianbena@oecd.org
M. Derek Kilner, tél : +1-212-906-5742, courriel : derek.kilner@undp.org

**PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU
DÉVELOPPEMENT
QUATRIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE
À WASHINGTON, D.C., LES 10 ET 11 OCTOBRE 2013**

COMPTE-RENDU SUCCINCT

Mots de bienvenue prononcés par les États-Unis, les Coprésidentes et le Mexique

1. Les États-Unis ont ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue au Comité de pilotage à Washington, D.C. Les trois Coprésidentes du Partenariat mondial et le Mexique en tant qu'hôte de la réunion de haut niveau 2014 (RHN), ont ensuite fait des observations préliminaires.

2. Madame la Ministre Justine Greening (Royaume-Uni) a souligné que le Comité de pilotage devait produire un plan concret pour l'ordre du jour de la RHN, avec des priorités, mettant en autres, l'accent sur la façon d'améliorer la coopération au développement et sur le lien avec le Cadre de développement pour l'après-2015. En ce qui concerne ce dernier, elle a fait remarquer que si le Cadre pour l'après-2015 fournit un nouvel ensemble d'objectifs de développement, le Partenariat mondial peut se concentrer sur la façon de mobiliser l'ensemble des acteurs au développement qui doivent travailler collectivement en vue d'atteindre ces objectifs.

3. En outre, Madame la Ministre Armida Alisjahbana (Indonésie) a mis en exergue l'importance des liens avec le Cadre de l'après-2015, et de tirer parti du rapport du Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le programme de développement pour l'après-2015, ainsi que de l'événement spécial sur les progrès accomplis pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement et de la première réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui se sont tous les deux déroulés au cours de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. Elle a indiqué que le Partenariat mondial peut contribuer à fournir un mécanisme permettant de soutenir la réalisation des objectifs de l'après-2015. M^{me} Alisjahbana a souligné que les deux grandes priorités sont les partenariats inclusifs qui impliquent des parties prenantes très diverses ; et, une approche fondée sur les données probantes, reconnaissant le caractère volontaire des engagements et que la mise en œuvre doit procéder selon la capacité d'un pays. M^{me} Alisjahbana a insisté sur la valeur de l'atelier technique (le 9 octobre) et de l'événement de haut niveau parallèle (le 12 octobre) sur le partage des connaissances – au cours des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI en tant que contributions à la RHN.

4. Madame la Ministre Ngozi Okonjo-Iweala (Nigeria) a fait remarquer combien l'événement en marge de l'Assemblée générale de l'ONU sur la mobilisation de ressources nationales, accueilli par le Nigéria, constituait également une contribution importante à la RHN. Elle a noté que le travail effectué au sein du Partenariat mondial sur la manière dont une coopération efficace au service du développement peut mobiliser des ressources nationales, peut être incorporé dans les débats de l'après-2015, y compris le travail du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable. M^{me} Okonjo-Iweala a également souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et du partage des connaissances comme sujets de la RHN. Elle s'est jointe aux autres Coprésidentes pour remercier le Mexique d'avoir accepté d'accueillir la RHN, notant les efforts considérables que le Mexique a déjà mis

dans son organisation et a évoqué la nécessité pour les membres du Comité de pilotage de contribuer activement à la réussite de la réunion en y consacrant aussi bien du temps qu'une aide financière.

5. Juan Manuel Valle, Directeur exécutif de l'Agence mexicaine pour le développement International (AMEXCID) a souligné qu'il faut établir une architecture de coopération internationale efficace et inclusive au service du développement en vue de contribuer à la réalisation du Programme de développement pour l'après-2015. Étant donné que les ressources disponibles pour le développement sont rares, et que les perspectives de croissance économique sont limitées dans une grande partie du monde, il est nécessaire d'utiliser les ressources de manière efficace. M. Valle a soulevé l'importance d'avoir tous les partenaires présents à la table, du fait que les nouveaux acteurs continuent de jouer un rôle croissant en matière de coopération au développement ; et, a réitéré la nécessité pour le Partenariat mondial de compléter les débats sur le cadre de l'après-2015. M. Valle a mis en évidence quatre priorités pour le Mexique pour organiser la réunion : la promotion d'un environnement international favorable au développement ; l'apport d'une contribution importante au Programme de développement pour l'après-2015 holistique, inclusif et axé sur l'action ; l'avancement du programme d'une coopération efficace au service du développement ; et, la garantie du processus inclusif de la réunion afin que les points de vue de toutes les parties prenantes soient pris en considération.

Séance 1 : Le Partenariat mondial et le Programme de développement pour l'après-2015 (séance présidée par le Nigeria)

6. M^{me} Okonjo-Iweala a ouvert la séance en soulignant le travail du groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur le Programme de développement pour l'après-2015, et en faisant remarquer la pertinence de ses recommandations pour le travail du Partenariat mondial. À l'occasion de sa deuxième réunion à Bali, en Indonésie (mars 2013), le Comité de pilotage a convenu de positionner le Partenariat mondial comme faisant partie du « comment » d'un cadre de développement pour l'après-2015. M^{me} Okonjo-Iweala a suggéré qu'il était maintenant temps pour les membres de déterminer plus concrètement comment cela se fera.

7. L'Ambassadeur Noël Sinclair (Chef adjoint du Cabinet, Bureau du Président de l'Assemblée générale de l'ONU) a donné une vue d'ensemble des divers axes du travail intergouvernemental sur le Programme de développement pour l'après-2015 qui auront lieu d'ici à 2015, y compris du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et du Comité des experts sur la stratégie de financement du développement durable, ainsi que de la poursuite de débats organisés par la Présidente de l'Assemblée générale. M. Sinclair a insisté sur la priorité immédiate d'accélérer les progrès pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

8. M. Sinclair a expliqué qu'avec l'entrée maintenant des discussions pour l'après-2015 dans la phase intergouvernementale, le Partenariat mondial peut s'avérer un outil utile pour faire avancer les délibérations sur le rôle de la coopération au développement et peut être un moyen du cadre de mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015, en rassemblant un large éventail d'acteurs au développement qui ne participent pas aux discussions intergouvernementales. Il a fait remarquer que le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement a mis en exergue la nécessité d'un financement fiable – y compris des ressources nationales – en faveur du Programme pour l'après-2015, tout en continuant de mettre l'accent sur le fait que les donateurs doivent tenir leurs engagements quant à l'acheminement d'une aide publique au développement (APD) fiable et dans les délais. Il a également signalé que le Forum pour la coopération au développement de l'ONU abordera ces questions en juillet 2014.

9. M. Sinclair a identifié deux domaines prioritaires où le Partenariat mondial est à même d'apporter une contribution aux débats pour l'après-2015 : le rôle des partenariats et le rôle de la coopération Sud-Sud et triangulaire et a invité les membres du Partenariat à participer activement à l'intensification de ces efforts. Il a également invité à une plus grande mobilisation et à une coordination plus poussée des membres du Partenariat par l'intermédiaire de leur mission auprès de l'ONU à New York.

10. L'Ambassadeur Pertti Majanen (Finlande, coprésident du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable) a présenté les travaux du Comité qui s'appuient sur les résultats du sommet Rio+20. Il a informé les participants que le Comité avait tenu sa première réunion et convenu d'un programme de travail. Il a souligné l'importance de développer une approche intégrée pour le financement du développement, en travaillant en étroite collaboration avec le Groupe de travail ouvert.

11. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs membres ont convenu de l'importance de lier les efforts du Partenariat mondial avec le travail sur le financement du développement pour l'après-2015. Certains participants ont souligné l'importance des engagements existants sur l'efficacité de l'aide et de leur pertinence aux efforts déployés pour l'après-2015 et l'avantage comparatif du Partenariat mondial sur les questions de qualité et d'efficacité. Plusieurs membres ont relevé la priorité pour de nombreux pays en développement de satisfaire aux engagements non honorés de Paris et d'Accra sur l'efficacité de l'aide. Certains membres ont suggéré que des éléments des mécanismes de suivi et de redevabilité du Partenariat mondial pourraient s'inscrire dans le contexte du cadre de développement pour l'après-2015 et ont mentionné que le Partenariat mondial pourrait servir d'espace propice à l'innovation, en mettant à l'essai de nouvelles idées et en trouvant des solutions concrètes aux défis de la coopération pour le développement.

12. Plusieurs membres ont fait remarquer que le Partenariat mondial peut jouer un rôle en tant que l'un des principaux partenariats de mise en œuvre du Programme pour l'après-2015, notamment dans les domaines de partenariats multi-parties prenantes pour la mise en œuvre dans les pays et de partage des connaissances. Certains membres ont également noté la participation des acteurs du secteur privé aux délibérations pour l'après-2015 et ont suggéré que des liens plus clairs entre les travaux du Partenariat mondial et les processus pour l'après-2015 de l'ONU pourraient permettre que la participation du monde des affaires soit davantage dévolue au travail du Partenariat mondial. Les membres ont signalé l'importance des discussions tripartites ; et, de l'examen de l'engagement du secteur privé dans le domaine de la coopération dans les États fragiles.

13. Dans son résumé des discussions, la Coprésidente Justine Greening (Royaume-Uni) a suggéré que le Comité de pilotage planifie/représente graphiquement les processus en cours par rapport au Programme de développement pour l'après-2015, en vue d'identifier l'ambition et la valeur ajoutée du Partenariat mondial à l'égard de chacun d'eux. Elle a souligné la pertinence de plusieurs des interventions effectuées par rapport à des discussions ultérieures sur la portée et l'ordre du jour de la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial.

Séance 2 : Compte-rendu des consultations (séance présidée par le Mexique)

14. La Présidente a présenté la séance, en indiquant que le succès du Partenariat mondial et de la RHN dépend des efforts déployés par les Coprésidentes et les membres du Comité de pilotage pour sensibiliser et consulter le reste des membres du Partenariat.

15. Le Mexique a fait état d'une consultation régionale qui s'est tenue à Mexico les 26 et 27 septembre. Certains pays de la région éprouvent encore des difficultés à l'égard de la mise en œuvre des engagements de Paris et d'Accra sur l'efficacité de l'aide. D'autres pays ont exprimé le souhait de mettre davantage l'accent sur le rôle du secteur privé dans le développement. Il a

été admis qu'il fallait poursuivre la sensibilisation de la zone « Amérique latine et Caraïbes ». Le Mexique a également tenu plusieurs réunions sur le Partenariat mondial au cours de l'Assemblée générale de l'ONU.

16. Le Groupe de coordination des donateurs arabes a présenté un compte-rendu des ateliers organisés par l'OFID (Fonds de l'OPEP pour le développement international) à Vienne le 29 septembre et le 1^{er} octobre, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des engagements de Busan et le cadre de suivi mondial. Le groupe a indiqué l'importance de l'appropriation nationale pour la mise en œuvre des engagements de Busan, ainsi que la nécessité de renforcer les capacités des pays partenaires afin de faciliter cette mise en œuvre – en particulier dans les pays à faible revenu et dans les États fragiles. L'atelier du 1^{er} octobre a été organisé en collaboration avec le Royaume-Uni.

17. L'Indonésie a présenté un rapport sur l'atelier technique du 9 octobre relatif aux connaissances qui a été co-organisé et accueilli par la Banque mondiale. L'atelier mettait l'accent sur les enseignements tirés à ce jour et les outils disponibles pour le partage des connaissances (côté offre), sur les expériences nationales (côté demande) et a examiné le rôle que peut jouer le partage des connaissances dans le travail du Partenariat mondial. Des propositions d'ateliers pour la RHN de Mexico comprenaient : (i) l'intensification du partage des connaissances dans un certain nombre de domaines thématiques du Programme pour l'après-2015 ; (ii) l'identification de la facilitation de courtage des connaissances à partir de plateformes de connaissances existantes ; (iii) la mobilisation d'efforts existants pour exprimer la demande ; (iv) la mobilisation des communautés de pratique existantes en vue d'accéder aux outils de renforcement des capacités pour le partage des connaissances ; et, (v) l'optimisation des ressources pour généraliser les activités de partage des connaissances du Partenariat mondial.

18. La Banque mondiale a évoqué son travail de co-organisation et d'accueil de l'atelier technique du 9 octobre et de la réunion de haut niveau du 11 octobre, sur l'importance du partage des connaissances pour une coopération efficace au service du développement. La Banque mondiale a également contribué aux discussions en ligne sur le partage des connaissances et le développement du secteur privé. En tant que représentante des banques multilatérales de développement, la Banque mondiale a indiqué que la Banque asiatique de développement, a organisé conjointement avec l'Indonésie, un séminaire de haut niveau sur le « Partenariat mondial pour relever les défis du développement en Asie et dans le Pacifique » lors de son assemblée annuelle à New Delhi. Cet événement multi-parties prenantes auquel ont participé des pays partenaires, des représentants du secteur privé et d'OSC ainsi que des partenaires au développement, a réaffirmé le rôle potentiel du Partenariat mondial dans le cadre du « comment » de la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015.

19. CGLU et ORU-FOGAR, représentant les gouvernements locaux et régionaux, ont présenté un compte-rendu sur le Congrès annuel de CGLU qui a eu lieu à Rabat du 1^{er} au 4 octobre. Les principales questions soulevées incluaient la nécessité d'établir des liens étroits entre les gouvernements et les citoyens en vue de promouvoir la redevabilité démocratique et la nécessité pour les gouvernements locaux et régionaux de se faire davantage entendre dans les forums internationaux s'occupant du Programme futur de développement. CGLU/FOGAR ont fait remarquer que c'était la première réunion à laquelle des gouvernements locaux et régionaux avaient été invités en qualité d'observateurs, et ont transmis l'intérêt de la circonscription de continuer à travailler avec le Partenariat et d'être présents au sein de son Comité de pilotage.

20. Le représentant du secteur privé a fait état des débats en ligne facilités par le DFID, la SFI et le PNUD. Ces débats ont produit un certain nombre de recommandations, notamment la nécessité d'une feuille de route pour les donateurs et autres partenaires en ce qui concerne le rôle du secteur privé dans les partenariats de développement. L'Élément constitutif du secteur s'est également réuni le 8 octobre à Washington, DC, afin de discuter de la nécessité de

promouvoir la collaboration public-privé en faveur du développement et du désir de voir la présence d'entreprises de renom à la RHN de Mexico.

21. L'Union européenne a mentionné qu'elle continue à tenir des consultations régulières avec ses membres, aussi bien dans des réunions de haut niveau que dans des réunions de groupe de travail. L'UE a indiqué qu'une manifestation parallèle sur le rôle des entreprises dans le développement serait organisée le 27 novembre, lors des Journées européennes du développement à Bruxelles.

22. La CUA et le NEPAD ont indiqué qu'une consultation régionale concernant l'Afrique australe et orientale sur une coopération efficace au service du développement se tiendrait la semaine du 14 octobre à Johannesburg. L'événement parallèle sur la mobilisation des ressources nationales qui s'est tenu au cours de l'Assemblée générale de l'ONU a également réaffirmé l'importance de la question pour l'ordre du jour de la RHN et comme une priorité particulière pour l'Afrique. La CUA et le NEPAD ont également présenté un compte-rendu sur les discussions en ligne sur la mobilisation des ressources nationales. Les suggestions émanant des discussions incluaient un désir d'indicateurs et de rapports réguliers sur les flux financiers illicites, ainsi que des actions concrètes pour régler ce problème ; le soutien à l'élaboration d'une norme comptable internationale ; et, le besoin de transparence au niveau régional.

23. Le CPDE, représentant la société civile, a rapporté les discussions en ligne sur le développement inclusif, qui ont été animées avec les États-Unis, en indiquant qu'un certain nombre de contributeurs d'OSC, de parlements et d'agences de développement y avaient participé. L'examen de l'idée d'un indicateur mondial sur le développement inclusif pour renforcer les mécanismes de redevabilité et de la nécessité de renforcer les capacités au niveau local pour réfléchir à son caractère inclusif, a reçu un soutien général. Le CPDE a insisté sur l'importance du développement inclusif et d'une approche multi-parties prenantes en tant que pierre angulaire de l'accord de Partenariat de Busan, suggérant qu'ils devraient figurer de manière prioritaire lors de la RHN. Le CPDE a aussi signalé l'importance de compléter les discussions en ligne par des réunions en face à face.

24. La Fondation STARS, qui représente les fondations, a présenté un rapport d'un événement parallèle destiné aux fondations à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, organisé conjointement avec la Fondation Ford, NetFwd, la Fondation Rockefeller, le PNUD et WINGS. Les participants à la réunion ont examiné la possibilité d'élaborer des principes pour la participation des fondations à la coopération au développement. Les domaines particuliers qui intéressent les fondations comprennent l'inclusion financière, le soutien à l'esprit d'entreprise, l'investissement d'impact, l'environnement réglementaire pour la philanthropie et le renforcement des capacités. Les fondations s'efforceront de présenter ces principes à la RHN de Mexico.

25. L'UIP, qui représente les parlementaires, a indiqué qu'un projet de note d'orientation a été élaboré à l'intention des parlementaires, afin d'évoluer vers un cadre convenu de coopération efficace au service du développement, y compris des principes relatifs à la politique d'aide et à la redevabilité.

26. Le Pérou a signalé que l'APCI (Agence péruvienne de coopération internationale) et le ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) ont organisé un atelier destiné aux pays à revenu intermédiaire sur le « Dialogue mondial des agences et des ministères responsables de la coopération internationale et du développement » en avril à Lima. Le Pérou et l'Indonésie ont fait un exposé sur le Programme de développement pour l'après-2015 et sur les préparatifs de la RHN. Le Pérou a également relaté un dialogue sur les politiques à suivre dans le domaine de la coopération triangulaire qui s'est tenu en mai à Lisbonne, organisé par la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE et le Camões, l'Institut portugais pour la coopération et la langue. Le dialogue a rassemblé des représentants de 24 pays membres de l'OCDE et de 19 pays en développement et a permis de

dégager un consensus élargi sur les principales caractéristiques de la coopération triangulaire, que le Pérou estime comme l'une des questions clés qui fournit un mécanisme de travail commun horizontal entre pays qui se trouvent à différents stades de développement. Enfin, dans le cadre du processus de suivi du Partenariat mondial, l'APCI – avec le soutien de l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement et du PNUD – organisera un séminaire sur « Le Pérou au sein du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement : un dialogue entre les différents acteurs au développement » à Lima le 24 octobre.

27. Le Samoa a relaté qu'un atelier de donateurs avait eu lieu aux Fidji et a souligné l'importance pour les pays insulaires du Pacifique d'examiner les questions de coopération efficace au service du développement en vue de passer à un statut de pays à revenu intermédiaire. Les gouvernements du Pacifique seraient intéressés à organiser un événement en marge de la RHN qui mettrait l'accent sur le partage des connaissances et la coopération Sud-Sud.

28. Le Bangladesh a fait un compte-rendu sur un atelier, qui portait sur la mise en œuvre des engagements de Busan, qui a eu lieu à Dacca. Les discussions ont évoqué la nécessité de renforcer et de mettre en œuvre concrètement les cadres de résultats du développement de chaque pays ; de positionner l'APD dans le paysage global du financement du développement, notamment en élaborant des stratégies de financement à moyen terme ; et, de mettre en exergue les exemples réussis de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Il a été demandé de rétablir le Groupe des pays partenaires avant la tenue de la RHN. Les participants à la réunion ont accueilli favorablement la vision du Mexique qui consiste à mettre l'accent sur l'inclusion, mais aussi sur les pays à revenu intermédiaire.

Séance 3 : Vision et exposé contextuel de la première réunion de haut niveau (séance présidée par l'Indonésie)

29. La Présidente a présenté la séance, en notant qu'il est indispensable de faire progresser la vision de la RHN de Mexico, en s'appuyant sur la possibilité pour le Partenariat mondial de contribuer au « comment » de la réalisation du Programme de développement pour l'après-2015 et sur son avantage comparatif d'inclusion et sur son approche axée sur les résultats. La Présidente a noté qu'un communiqué de la RHN pourrait inclure des éléments relatifs à la vision du Partenariat, à sa structure de gouvernance, à la présentation de rapports sur les progrès réalisés quant aux engagements et sur des prestations spécifiques à fournir. Outre les points spécifiques de l'ordre du jour de la réunion, il devrait y avoir une discussion globale sur l'inclusion et l'appropriation par les pays, ainsi qu'un événement parallèle/préparatoire de grande envergure destiné à la société civile.

30. Le Mexique a souligné l'importance d'associer un examen des progrès réalisés sur les engagements pris à Busan à de nouvelles questions relatives à la coopération pour le développement. Le Mexique a également signalé la nécessité de répondre aux préoccupations des parties prenantes qui ont hésité à participer plus activement au Partenariat, y compris en examinant d'autres moyens de formuler les débats.

31. Le Royaume-Uni a souligné l'importance d'identifier ce qui devrait changer concrètement suite à la RHN dans chaque domaine de l'ordre du jour, notamment dans le domaine du développement inclusif, indiquant que le contenu du communiqué devrait résulter des préparatifs de fond.

32. Au cours des discussions qui ont suivi, le Comité de pilotage a proposé que le communiqué soit bien ciblé et concis, avec des éléments tangibles à apporter aux discussions relatives à l'après-2015. Les participants tiennent à constater la prise de mesures concrètes et la

fourniture de prestations tangibles. Plusieurs membres ont suggéré que la RHN soit innovatrice, créative et implique des idées audacieuses et des réussites qui soient des sources d'inspiration.

33. Certains membres ont suggéré que des aspects essentiels du texte conceptuel de la RHN pourraient être « un développement plus élaboré » – autrement dit, améliorer la façon dont les activités de développement sont réalisées ; et la manière dont les partenaires au développement se mobilisent pour atteindre collectivement des objectifs, notamment l'élimination de l'extrême pauvreté et la réalisation des objectifs de développement pour l'après-2015. Plusieurs membres ont insisté sur l'importance du développement inclusif en tant qu'aspect essentiel de la réunion ainsi que sur la nécessité de s'assurer que l'identité et le résultat de la réunion capturent cette inclusion.

34. Les membres ont réaffirmé la volonté d'utiliser la réunion pour intégrer des discussions sur le cadre de développement pour l'après-2015.

35. Plusieurs membres ont également souligné l'importance de mettre fortement l'accent sur la mise en œuvre des engagements de Busan, étant donné que cette réunion constituera le premier rassemblement au complet du Partenariat depuis le Forum de haut niveau de Busan.

36. S'agissant des progrès de mise en œuvre des engagements de Busan, les membres souhaitent voir la fourniture d'une prestation relative à un environnement favorable à la société civile et au degré de fonctionnement dans la pratique des partenariats de développement ; la nécessité de maintenir un fort accent sur le travail inachevé des engagements sur l'efficacité de l'aide ; et, un intérêt pour l'importance particulière accordée aux enseignements tirés des États fragiles et du processus de la Nouvelle donne. Il a été suggéré que des mesures volontaires pourraient être ajoutées. Certains membres ont également évoqué la nécessité d'identifier les lacunes des données probantes afin d'y remédier rapidement.

37. En ce qui concerne le thème de la mobilisation des ressources nationales, certains se sont déclarés intéressés par la fourniture de prestations se rapportant à l'intensification de la coopération en matière d'administration fiscale, y compris la possibilité d'examiner les ratios impôts-PIB, les fonds incitatifs, les inspecteurs des impôts sans frontières et un guichet unique pour les pays qui cherchent à renforcer leurs politiques fiscales. Un certain intérêt à également été manifesté pour mettre l'accent sur les questions de transparence et de la justice de l'impôt ; et sur les problèmes des flux de capitaux illicites.

38. Les membres se sont montrés largement favorables à l'introduction du sujet de la coopération pour le développement dans les pays à revenu intermédiaire, et ont fait remarquer que les pays à revenu intermédiaire comptaient de nombreuses réussites dont ils pouvaient faire part. Une discussion concernant le passage au statut de pays à revenu intermédiaire a suscité aussi un certain intérêt, mais il a été admis que la fourniture de prestations dans ce domaine pourrait s'avérer difficile. Les participants ont également suggéré que la séance pourrait fournir une plateforme sur un dialogue et un échange constructifs de connaissances sur les politiques réussies des PRI relatives à la réduction de la pauvreté, y compris les bonnes pratiques et les réussites qui démontrent l'impact des principes de Busan.

39. Les membres ont également appuyé la proposition d'ajouter une orientation explicite sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au débat sur le partage des connaissances. Il a été précisé que le partage des connaissances couvre le partage des connaissances Sud-Sud mais qu'il est beaucoup plus vaste que ce sujet, tandis que la coopération Sud-Sud comprend le partage des connaissances Sud-Sud mais ne s'y cantonne pas, puisqu'elle traite également de questions telles que les échanges commerciaux et l'investissement. En outre, il a été noté que la séance devrait refléter la complémentarité entre la coopération Sud-Sud et la coopération Nord-Sud, en soulignant bien qu'elle ne remplace pas la coopération Nord-Sud.

40. Concernant le thème du secteur privé, certains membres ont manifesté un intérêt à dépasser le stade d'un accord général sur les avantages d'une plus grande participation du secteur privé pour discuter de partenariats spécifiques qui peuvent donner à d'autres le moyen de reproduire des exemples de réussites ; une feuille de route pour accélérer la coopération public-privé au service du développement ; la possibilité de principes pour les partenariats public-privé ; l'accent mis sur les intérêts des travailleurs ; l'importance accordée au secteur informel en tant que secteur pouvant permettre de soutenir des moyens de subsistance et le renforcement des capacités communautaires, et sur la manière de mobiliser ou d'encourager le secteur informel à maximiser les opportunités de développement ; les petites et moyennes entreprises ; et en mettant en exergue des exemples de fabrication à grande échelle dans les pays à faible revenu. Les membres ont signalé qu'un paramètre pour réussir dans ce domaine serait d'assurer la participation d'entreprises de haut niveau. Une manifestation parallèle relative au secteur privé ou d'un salon du partenariat a également suscité de l'intérêt.

41. Les membres ont également indiqué qu'il est indispensable pour la RHN de convenir de questions de gouvernance, y compris de la composition du Comité de pilotage.

Séance 4 : Discussions sur le projet d'ordre du jour de la réunion de haut niveau (séance présidée par le Royaume-Uni)

42. L'administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), M. Rajiv Shah a réitéré l'engagement du gouvernement américain envers le Partenariat mondial. Il a souligné l'importance du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan, qui a énoncé les principes fondamentaux relatifs à une coopération efficace au service du développement et a rassemblé un large éventail de parties prenantes – en particulier de la société civile et du secteur privé – pour discuter plus directement de la coopération. Il a fait remarquer que depuis le Forum de haut niveau de Busan, les États-Unis ont mis un accent particulier sur le domaine des partenariats public-privé à grande échelle. M. Shah a indiqué que le Partenariat mondial et la RHN de Mexico seront des éléments importants pour contribuer à la mise en œuvre des principes de Busan et pour assurer l'inclusion dans la coopération pour le développement. Il a également insisté sur l'importance de la transparence dans le cadre du Programme, notant la valeur du Forum de haut niveau de Busan dans la promotion de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA).

43. La Présidente a ouvert le débat à propos de l'ordre du jour de la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial, en nourrissant l'espoir que le Comité de pilotage conviendra des thèmes des séances proposés (voir le [Document 1](#)¹). La Présidente a présenté des moyens permettant d'assurer que le développement inclusif occupe une place importante tout au long de la réunion. Un document d'une page a été distribué aux membres pour illustrer les résultats potentiels du développement inclusif issus de chaque séance.

44. Plusieurs membres du Comité de Pilotage se sont montrés largement favorables à l'accent mis sur le développement inclusif tout au long de l'ordre du jour de la réunion de haut niveau. Certains ont mis en évidence la nécessité de lier cet ordre du jour aux travaux globaux sur les objectifs de développement durable. D'autres ont exprimé le souhait d'organiser une séance spécifique sur le développement inclusif, ainsi que sur l'examen du rôle des gouvernements locaux et régionaux et sur l'élimination de la pauvreté dans les États fragiles.

45. Au cours du débat, des participants ont suggéré que la séance sur la mobilisation des ressources nationales devrait mettre en évidence des questions clés telles que la transparence,

1 Première réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement : progresser vers le Programme de développement pour l'après-2015 : Note conceptuelle et aperçu de l'ordre du jour révisés

la redevabilité et la justice fiscale et examiner comment les pays en développement peuvent renforcer leurs capacités locales en vue de lever des impôts et de négocier des conventions fiscales plus équitables avec les entreprises multinationales. Il a également été proposé que la session devrait se pencher sur les moyens d'encourager la mobilisation des ressources à tous les niveaux gouvernementaux, y compris aux niveaux local, régional et central.

46. Certains membres ont indiqué que la séance consacrée aux pays à revenu intermédiaire devrait reconnaître la dimension urbaine de la pauvreté et envisager des solutions possibles.

47. On a également discuté afin de savoir si et comment la Séance 4 de la RHN devrait regrouper les questions de partage des connaissances et de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Les membres ont convenu de garder une séance, qui comporterait deux composantes distinctes. Les parlementaires se sont portés volontaires pour faire part d'exemples de partage des connaissances efficace et d'autres membres ont suggéré qu'un débat à propos des enseignements tirés en matière de coopération Sud-Sud pourrait également mettre en valeur l'importance de l'innovation dans les pays à revenu intermédiaire.

48. S'agissant de la dernière séance de la RHN sur une coopération efficace au service du développement et le secteur privé, les membres ont suggéré que les discussions pourraient se pencher sur le rôle spécifique des petites et moyennes entreprises, ainsi que sur l'interaction entre le secteur privé et le secteur intérieur. En la rattachant au travail sur la mobilisation des ressources nationales, la séance devrait également examiner comment le secteur privé peut appliquer des principes de bonne gouvernance ou de dispositions de partage des risques aux partenariats public-privé. Des études de cas sur des partenariats multi-parties prenantes et public-privé pourraient être partagées en vue de cette séance.

49. Certains membres ont demandé que la séance consacrée au secteur privé soit structurée comme une discussion de haut niveau réunissant des dirigeants d'entreprises, gouvernementaux et de la société civile autour des pratiques réussies et les moyens de les généraliser. Bien que les détails de la séance doivent encore être définis, on espérait qu'elle reposerait sur un processus de consultation élargie et démocratique et qu'elle mènerait à des activités concrètes. Dans cette optique, la réunion de haut niveau est considérée comme une importante occasion pour des représentants d'entreprises de rencontrer les membres du Partenariat mondial.

50. La Présidente a conclu le premier jour de la réunion en suggérant un processus de consultation ouverte menant à la rédaction d'un communiqué. Elle a souligné l'importance d'identifier des résultats particuliers par le biais de consultations approfondies au sein et au-delà du Partenariat mondial. Une cinquième réunion du Comité de pilotage, qui est provisoirement prévue à Abuja au Nigeria à la mi-janvier examinera plus en détail l'ordre du jour de la Réunion de haut niveau.

Séance 5 : Discussions relatives à l'ordre du jour de la Réunion de haut niveau (séance présidée par le Royaume-Uni)

51. La Présidente a résumé les conclusions du premier jour de la réunion et a ouvert une discussion plus détaillée sur l'ordre du jour de la Réunion de haut niveau et sur les prestations possibles à fournir proposés par les Coprésidentes, dans le but de commencer à identifier des résultats réussis pour chaque séance.

52. Certains membres du Comité de pilotage ont fait remarquer qu'il fallait aussi examiner l'objet général de la réunion de haut niveau, par exemple en examinant des moyens permettant d'accélérer la mise en œuvre des engagements de Busan. D'autres ont souligné l'importance de

garder la nature plurilatérale (multi-parties prenantes) des discussions de la réunion de haut niveau.

53. Des petits groupes de discussion pour chaque séance de l'ordre du jour de la RHN ont examiné des ajouts à la liste des prestations possibles à fournir et en ont fait état en séance plénière (voir l'Annexe 1).

54. Le Comité a ensuite examiné le processus visant à faire progresser les travaux sur chaque point de l'ordre du jour de la RHN, en s'appuyant sur le document de la feuille de route, préparé pour la réunion du CP. Chaque séance de la RHN aura une équipe centrale qui assurera des consultations multilatérales et sélectionnera des prestations à fournir concrètes d'ici le 13 décembre 2013. Le tableau ci-dessous récapitule les membres des équipes centrales jusqu'à présent, auxquelles peuvent s'ajouter d'autres organisations nationales de l'ensemble du Partenariat et qui dans la plupart des cas comprennent une direction de niveau ministériel parmi les Coprésidentes et le pays hôte de la RHN (en caractères gras):

Séance	Équipe centrale
Progrès réalisés concernant la mise en œuvre des engagements de Busan et son impact sur le développement inclusif	UE, États-Unis, CPDE, Corée, autres à confirmer
Mobilisation des ressources nationales	Nigeria , UA/NEPAD, UE, autres à confirmer
Pays à revenu intermédiaire	Mexique , autres à confirmer
Coopération Sud-Sud, Coopération triangulaire et partage des connaissances	Indonésie, Mexique , Bangladesh, Banque mondiale, Corée, autres à confirmer
Secteur privé	Royaume-Uni , secteur privé, Banque mondiale, autres à confirmer

55. Il a été convenu que les champions formeront une équipe centrale pour poursuivre le soutien fonctionnel (de fond) et logistique nécessaire pour préparer chaque séance de la Réunion de haut niveau. Ils travailleront en étroite collaboration avec les autres membres du Comité de pilotage qui ont déjà manifesté leur intérêt pour un domaine donné, notamment, lors la troisième réunion du Comité de pilotage à Addis-Abeba, ainsi qu'avec les autres membres du Partenariat mondial dans son ensemble. Les tâches spécifiques de chaque équipe centrale comprendront également la rédaction des notes conceptuelles détaillées sur le contenu, le format et les intervenants pour chaque séance et l'entente sur un plan de sensibilisation des parties prenantes et d'un soutien politique général.

56. La Présidente a souligné qu'il fallait faire en sorte que l'inclusion recoupe chaque point de l'ordre du jour et l'ensemble des prestations à fournir proposées. Un projet de note sur l'intégration du développement inclusif dans l'ordre du jour de la RHN a été distribué pour examen par le Royaume-Uni (voir l'Annexe 2).

57. Il a également été noté que l'équipe d'appui conjointe continuera de suivre les travaux des équipes centrales mais que les membres devront diriger les préparations de fond. Participer aux travaux d'une équipe de base nécessitera que chaque individu concerné y consacre du temps.

58. Le Mexique a noté qu'une importance particulière sera accordée à projeter la nature multi-parties prenantes du Partenariat mondial lors de la RHN. C'est pourquoi deux événements préparatoires seront organisés avec la société civile et avec les parlementaires. Le Mexique a également reconnu l'intérêt du secteur privé dans une initiative similaire.

Séance 6 : Feuille de route : interaction en face-à-face, événements phares et communication en ligne (séance présidée par l'Indonésie)

59. La Présidente a ouvert la séance en rappelant que les discussions en ligne étaient un bon moyen de faire participer les principales parties prenantes sur les grandes priorités du Partenariat mondial. Par exemple, les discussions en ligne sur la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et le partage des connaissances ont bénéficié des contributions d'environ 50 personnes.

60. Le Comité de pilotage a évoqué la nécessité d'élaborer un ensemble principal de messages concernant la Réunion de haut niveau, y compris l'intégration de manière positive de la marque de Busan. Il a été reconnu à l'unanimité que le communiqué devra être concis et avoir un impact, indiquant des moyens importants qui pourront permettre au Partenariat mondial de contribuer au Programme de développement pour l'après-2015, aux objectifs de développement durable et au-delà. Le document devra contribuer à la définition du Programme de coopération efficace au service du développement, particulièrement au cours de la période précédant la deuxième réunion de haut niveau, qui devrait avoir lieu dans un délai de 18 à 24 mois suivant la tenue de la RHN de Mexico.

61. Certains membres ont demandé que des séries spécifiques de messages soient élaborés pour cibler les principales circonscriptions, par exemple les parlementaires ou le secteur privé. L'équipe d'appui conjointe a demandé aux membres de Comité de pilotage les coordonnées de leur personnel en communications concerné afin de compléter cette tâche ensemble, en s'appuyant sur les messages déjà énoncés dans la stratégie en matière de communication du Partenariat mondial.

62. Une réunion spécifique a été proposée en vue d'examiner en profondeur les données probantes découlant des données de suivi et d'aider à analyser ces informations avant la RHN de Mexico. L'équipe d'appui conjointe programmera une telle discussion avec la cinquantaine de pays en développement participant à l'exercice de suivi. Dans ce contexte, une manifestation est prévue en 2014 à Busan en Corée.

Séance 7 : Répartition des tâches en matière de sensibilisation et d'engagement (séance présidée par le Nigeria)

63. S'appuyant sur les discussions de la Séance 6, la Présidente a mené la discussion sur les possibilités spécifiques d'engagement définies dans le document de la feuille de route, encourageant les membres du Comité de pilotage à s'engager à assurer une couverture à chaque événement. Le calendrier révisé (voir Annexe 3) donne un aperçu des possibilités et des responsabilités de sensibilisation convenues.

Séance 8 : Organisation de la réunion de haut niveau – gestion et coûts (présidée par le Royaume-Uni)

64. La Présidente a présenté les exigences budgétaires pour soutenir les composantes de la RHN non couvertes par le Mexique en tant que pays hôte. Il s'agit du déficit de financement restant pour le programme de travail de l'équipe d'appui du PNUD/OCDE jusqu'en 2014, ainsi que les frais de soutien au déplacement et à l'hébergement des participants des pays en développement, qui seront gérés par le PNUD. Les besoins en ressources restants s'élèvent à 4,9 millions d'USD pour les deux parties constituant l'équipe. Un budget révisé pour l'équipe d'appui est disponible.

65. Le Mexique, ainsi que des représentants des pays donateurs du Comité de pilotage ont souligné l'importance d'obtenir des fonds pour l'organisation d'une réunion réussie. Le PNUD et

l'OCDE ont souligné qu'il est indispensable de mobiliser des ressources aussi rapidement que possible afin d'accorder suffisamment de temps aux préparatifs nécessaires.

Séance 9 : Suivi et prochaines étapes (*séance présidée par le Royaume-Uni*)

66. Les séances précédentes ont largement défini les prochaines étapes en ce qui concerne la préparation de la Réunion de haut niveau au Mexique. Les participants ont discuté de la nécessité pour chaque équipe centrale, y compris pour les membres du CP, de garantir des ressources humaines et financières suffisantes en vue de poursuivre les tâches, tout en notant la décision précédente de maintenir un Secrétariat du Partenariat mondial restreint.

67. Les participants ont convenu que le Comité de pilotage devra continuer à discuter des questions de gouvernance, y compris des mécanismes/critères possibles de rotation, afin d'assurer la continuité, ainsi que du rôle des observateurs. Ces discussions pourraient former la base d'une décision à l'occasion de la RHN. La réunion du Comité de pilotage qui se tiendra en janvier 2014 permettra d'entamer des consultations sur ces questions.

* * * * *

Annexe 1: Liste révisée des prestations/résultats de séances possibles pour la poursuite de discussions et de consultations

11 Octobre 2013 (révisée à la fin de la réunion du Comité de pilotage afin de tenir compte de la rétroaction des groupes)

Le projet de note conceptuelle et de l'ordre du jour de la RHN présenté par les Coprésidentes et le Mexique énonce des « prestations à fournir » ou « des résultats » possibles pour les séances en fonction des consultations précédentes. Des discussions au sein du Comité de pilotage les 10 et 11 octobre, ont permis d'identifier des questions ou des objectifs supplémentaires qui pourraient être abordés au cours de chaque séance.

Le Secrétariat, en s'appuyant sur la séance de travail en groupes, a mis à jour la liste des points afin de tenir compte de la rétroaction recueillie. La liste est loin d'être exhaustive, et n'implique pas qu'il sera possible de traiter de chaque idée en détail au cours d'une réunion de deux jours. Son but est d'enregistrer certains des principaux éléments examinés/proposés afin que ceux-ci puissent être considérés plus en détail par les bénévoles/les champions du Comité de pilotage qui feront progresser les consultations concernant les séances individuelles.

Séance 1: Progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements de Busan et impact sur le développement inclusif

- a) Examiner les progrès accomplis, identifier les défis et s'entendre sur des mesures clés visant à accélérer les progrès ou à éliminer les entraves à la réalisation des objectifs-cibles respectifs des parties prenantes en matière de coopération efficace au service du développement.
- b) Présenter les progrès et les défis de mise en œuvre des principaux engagements de Busan, tels que la Nouvelle donne, dans les États fragiles et touchés par un conflit.
- c) Mettre en place ou renforcer des partenariats inclusifs et des mécanismes transparents de redevabilité mutuelle aux niveaux national et régional, en mettant un accent particulier sur la politique d'aide et sur la structure de dialogue multi-parties prenantes s'y rapportant.
- d) Identifier les principales mesures proposées pour promouvoir des solutions nationales et régionales en vue d'améliorer l'environnement propice à la société civile, notamment le soutien au dialogue social. Lancer une « feuille de route » internationale pour améliorer l'environnement propice aux gouvernements locaux et régionaux.
- e) Examiner les progrès des principaux engagements sur l'appropriation démocratique des processus de développement, en s'appuyant sur les engagements et les mécanismes existants qui garantissent des approches du développement fondées sur les droits.
- f) Lancer/convenir des principes pour une participation philanthropique efficace avec les acteurs du développement, qui indiquent la façon dont les principaux principes de Busan peuvent être mis en œuvre par et avec les fondations et acteurs philanthropiques collaborant avec d'autres circonscriptions représentées au sein du Partenariat mondial.

Séance 2 : Mobilisation des ressources nationales (MRN)

- a) Établir un consensus autour de types particuliers de réformes ou de recommandations en matière de politique intérieure, législatives et réglementaires susceptibles d'accroître la mobilisation des revenus nationaux.
- b) Intensifier la coopération au développement afin de soutenir l'administration fiscale pour renforcer les processus budgétaires nationaux en vue d'assurer des régimes fiscaux justes et équitables. Examiner les différents rôles que les acteurs du développement peuvent jouer dans l'intensification de leur soutien et, plus précisément, les rôles des donateurs dans la promotion d'aide catalytique.
- c) Analyser comment l'aide peut tirer parti des systèmes nationaux et contribuer à la consolidation des ressources nationales, en particulier dans les États fragiles.
- d) Lancer ou approuver une initiative internationale spécifique sur l'impôt – par exemple, les Inspecteurs des impôts sans frontières ou d'autres initiatives à identifier en temps utile.
- e) Soutenir ou adopter des initiatives internationales relatives à la mobilisation des ressources nationales et à la lutte contre les flux illicites – comme celles mentionnées dans les discussions du G8 et du G20 et freiner les pratiques d'évasion fiscale agressives auxquelles ont recours les multinationales.
- f) Des mesures visant à identifier les petites et moyennes [grandes] entreprises dans le secteur informel qui échappent au fisc - par ex., proposer des exonérations d'impôt et une attestation justifiant de la régularité de la situation fiscale aux 100 premières entreprises qui en font la demande, dans une zone géographique particulière du pays (cette proposition peut contribuer à la saisie de la plupart d'entre elles dans la base de données des administrations fiscales et à les imposer convenablement à l'avenir).
- g) Proposer des moyens d'inclure la fiscalité, la mobilisation des ressources nationales et la coopération internationale en faveur de ces objectifs, dans le cadre de développement pour l'après-2015..
- h) Examiner comment les politiques et les régimes fiscaux peuvent être rendus plus inclusifs (« n'oublier personne »).
- i) [Existent-ils des propositions concrètes sur la gestion des ressources extractives / naturelles, et sur les questions d'envoi de fonds, de la diaspora et de capital humain, ainsi que sur la justice fiscale, qui pourraient figurer dans la séance plénière?]
- j) Examiner les bonnes pratiques relatives à l'utilisation d'incitations ou à la détermination d'objectifs pour augmenter les ressources nationales.
- k) La transparence, la redevabilité et l'évaluation sont également des questions clés dans le cadre de l'augmentation des ressources naturelles, financières et humaines nationales et de la confiance des citoyens pour le paiement d'impôts. Cela signifie également soutenir des politiques et des régimes fiscaux équitables et justes, y compris des systèmes inclusifs de redevabilité.
- l) Il importe de souligner que la MRN devrait être une priorité à tous les niveaux de gouvernement, y compris central, régional et local.

Séance 3 : Pays à revenu intermédiaire (PRI)

- a) La communauté internationale prend des mesures concrètes afin de soutenir la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive au sein des PRI – par ex., en examinant les différents types de coopération pouvant être nécessaires pour soutenir un développement inclusif.

- b) Examiner les différents critères de classification nationale et leurs implications pour la coopération internationale au développement.
- c) Identifier et partager les bonnes pratiques/approches pour soutenir les pays en développement au cours de leur transition de statut de PFR/PMA, en mettant particulièrement l'accent sur la façon d'éviter des reculs d'acquis de développement obtenus par les PRI.
- d) Étude de cas ou initiative sur le rôle des gouvernements locaux (par ex., en abordant la pauvreté urbaine et les disparités régionales).
- e) Présenter des politiques intérieures réussies qui ont amélioré ou accéléré la réduction de la pauvreté.
- f) Examiner la cohérence des politiques dans le domaine de l'aide et d'autres secteurs des pays développés qui ont un impact sur le développement (comme par exemple les échanges commerciaux) dans les PRI. Comment éviter des revers ? (Par exemple, lorsque des pays changent de statut, un traitement préférentiel dans les politiques commerciales peut avoir un impact plus important sur des efforts de réduction de la pauvreté que la baisse des recettes d'aide).
- g) [Des éléments sur la dimension de passage d'États fragiles au statut de PRI et sur les autres défis auxquels font face les États fragiles et touchés par un conflit au cours de leur transition.]

Séance 4 : Coopération Sud-Sud, coopération triangulaire et partage des connaissances

[Un examen plus approfondi est nécessaire sur le titre exact et l'orientation de la séance – par exemple la possibilité de mettre l'accent sur le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et du partage des connaissances, dans la promotion du développement inclusif.]

- a) De quelle façon la coopération Sud-Sud a changé la nature de la coopération pour le développement.
- b) Lancer ou présenter des mesures volontaires prises par les partenaires Sud-Sud pour faire progresser les objectifs et les principes de Busan.
- c) Présenter des exemples de réussites de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (à inclure, par exemple, les approches qui ont réussi à promouvoir le développement inclusif ; répondre aux besoins spéciaux des États fragiles et touchés par un conflit).
- d) S'entendre sur un certain nombre de questions thématiques du cadre de développement pour l'après-2015, autour desquelles le partage des connaissances pourrait être intensifié.
- e) Exposer et intensifier le soutien aux plateformes et centres existants qui font la promotion du partage des connaissances au service du développement (par ex., la Banque mondiale, le PNUD, le G20 et des initiatives sectorielles).
- f) Réseauter les plateformes de connaissances existantes notamment en ce qui concerne les domaines thématiques identifiés pour négocier l'offre et la demande (par ex., la Banque mondiale, le PNUD, le G20 et des initiatives sectorielles, centre arabe/parlementaires).

Séance 5 : Secteur privé – entreprises en tant que partenaire pour le développement

- a) Présenter et examiner une feuille de route/directive qui explique ce que les diverses parties prenantes (y compris le gouvernement, les entreprises, les syndicats, la société civile et autres) feront pour faire avancer la mise en œuvre des engagements de Busan par rapport à la coopération public-privé pour le développement.
- b) Soutenir (à titre individuel/volontaire) certaines initiatives ou idées spécifiques de base au niveau national afin de stimuler le rôle positif des entreprises - comme par exemple, les centres nationaux qui facilitent un dialogue efficace et qui renforcent le dialogue public et privé en faveur d'un environnement positif propice aux affaires.
- c) Exposer et appuyer (à titre individuel/volontaire) des initiatives ou idées spécifiques afin de mobiliser l'investissement privé - comme par exemple, les obligations à impact sur le développement.
- d) Présenter ou promouvoir la coopération pour le développement afin d'encourager le développement du secteur privé dans les États fragiles et touchés par un conflit.
- e) Exposer des exemples de réussite du secteur privé ayant une dimension de coopération pour le développement (par exemple la fabrication en Afrique, les ressources naturelles).
- f) Initiative ou enseignements sur les PPP – par ex., l'intensification de bonnes pratiques ; la formulation ou l'adoption de principes ; le partage des risques entre les secteurs public et privé.
- g) Exposer des exemples du dialogue social au niveau des entreprises, y compris les principes internationaux ou les accords-cadres.
- h) Présentations ou initiatives possibles examinant la coopération au développement et le secteur informel.
- i) Présenter la collaboration entre les investissements étrangers et la croissance des PME locales.
- j) Discussion sur la gouvernance d'entreprise relative aux industries extractives et aux flux de ressources ; ainsi que liée aux droits de l'homme et à l'impact social et environnemental.
- k) Présenter des exemples de partenariats philanthropiques/de fondations avec le secteur privé.

* * * * *

Annexe 2 : L'intégration du développement inclusif dans la réunion de Mexico - Proposition du Royaume-Uni -

Le développement inclusif est essentiel au développement durable et au travail du Partenariat mondial visant à offrir une coopération efficace au service du développement. Comme l'ont montré le Printemps arabe et d'autres manifestations dans le monde entier, sans développement inclusif aux côtés de la croissance, il est difficile – voire impossible – de soutenir la réduction de la pauvreté. Sans un développement inclusif, le travail et l'aide destinés au développement – sous quelque forme que ce soit – ne peuvent pas être efficaces.

Mais un développement inclusif n'est pas qu'une vaine expression ou une solution miracle. Il s'agit d'une association de politiques, d'une perspective particulière et d'une méthode de travail sur le terrain qui englobent toutes les parties prenantes et leur donnent la priorité – non seulement les gouvernements, les entreprises ou la société civile. Il s'agit de travailler ensemble et de tenir compte des besoins de tous dans la société – y compris des plus pauvres et des plus marginalisés.

La toute première réunion du Partenariat mondial devrait reconnaître cette notion en incorporant l'inclusion dans toutes ses séances – de faire ressortir cet objectif spécial et cette façon de travailler pour offrir un développement véritablement durable et soutenu. En particulier :

1. *La notion d'inclusion devrait être rappelée dans le titre – par exemple « 1^{re} RHN du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement : progresser vers un Programme de développement inclusif pour l'après-2015 ».*
2. Tous les acteurs impliqués dans le domaine de la coopération au développement devraient être invités à cette réunion – y compris les acteurs de la société civile. Des fonds devraient être mis de côté pour soutenir la participation des acteurs non gouvernementaux de l'hémisphère Sud.
3. Une sorte de forum destiné aux travailleurs/parlementaires/société civile devrait précéder cette réunion.
4. La première séance de la réunion devrait refléter l'inclusion dans son titre – la reconnaître comme un changement important et particulier qui devait avoir lieu une fois la création du Partenariat, par exemple « Progrès en matière de développement inclusif et autres principes de l'efficacité du développement depuis Busan ». Les preuves que l'espace de la société civile semble se conclure devrait être présenté et examiné, aux côtés d'autres principes de l'efficacité du développement tels que l'appropriation par les pays, la transparence et les résultats, et comment tous ces principes peuvent eux-mêmes contribuer au soutien du développement inclusif.
5. Le contenu des autres séances devrait exprimer l'inclusion de plusieurs façons possibles comme par exemple ce qui suit :
 - S2 (impôts) – inclut une étude de cas/ un examen de la façon dont les politiques/régimes fiscaux peuvent être rendus plus inclusifs – afin de « n'oublier personne ».
 - S3 (PRI) – identifie le développement inclusif comme une question particulière pour les PRI – du fait que la plupart des plus pauvres de la planète sont maintenant concentrés dans les PRI et ce, malgré l'accès au financement. Cela devrait contribuer à l'examen de types d'autres outils de coopération au développement en dehors des aides non remboursables, qui sont nécessaires au soutien de la réduction de la pauvreté dans les PRI.
 - S4 (PC/CSS) – comprend une étude de cas de coopération Sud-Sud/des connaissances ayant été partagées, qui favorise le développement inclusif;

- S5 (entreprises dans le domaine du développement) – incorpore les points de vue des syndicats/de la société civile/des parlementaires en plus de ceux des gouvernements (centraux et locaux) et des entreprises.
6. Enfin, toute la réunion et sa préparation doivent avoir une « atmosphère » inclusive – reflétant la voix des jeunes, des groupes marginalisés et autres, dans les exposés /panneaux et le public, et celles-ci doivent être très ouvertes et transparentes – par exemple en utilisant la diffusion sur le Web et la sensibilisation des médias sociaux afin de permettre à ceux qui ne peuvent pas se rendre au Mexique ou ailleurs de donner leur avis et de participer activement.

Annexe 3 : Projet de calendrier des événements pertinents en 2013-2014

	Global Partnership/ Steering Committee meetings	Relevant International / Regional / Country Events	Proposed format for outreach / linkages
2013			
OCTOBER		<p>15-19 Oct Iberoamerican conference, Panama link</p> <p>16-18 Oct Africa Platform for Development Effectiveness sub-regional workshop on post-Busan and post-2015, Johannesburg</p> <p>21-25 Oct UNSSC - Building partnerships for Development Effectiveness, New York link</p> <p>22-23 Oct G20 Dev Working Group, St. Petersburg link</p> <p>24-25 Oct UNDCF High Level Symposium on Post-2015, Switzerland</p> <p>28 Oct – 1 Nov South South Development Expo, Nairobi (hosted by UNEP)</p> <p>31 Oct - 1 Nov Open Government Partnership Summit, London</p>	<p>Includes heads of co-operation meeting 15-17 Oct</p> <p>Focus on domestic resource mobilization</p> <p>Could one of the co-chairs or a representative participate?</p> <p>UK and Indonesia to advise.</p> <p>Joint team to discuss opportunities for linkages with UNDESA.</p> <p>30 October Mexico is planning a parallel event on the Global Partnership</p>
NOVEMBER		<p>TBC Pan African Parliamentary Summit, Nigeria</p> <p>13-14 Nov AidEx, Brussels</p> <p>15 Nov TBC OFID Forum with African countries, Kuwait</p> <p>18-20 Nov Third Afro-Arab Summit, Kuwait</p> <p>18-19 Nov International workshop focusing on Busan implementation organised by MOFA and UNDP Seoul Policy Centre, Korea</p> <p>26-27 Nov European Development Days "A decent life for all by 2030 – Building a consensus for a new development agenda." Looking at post-2015 and building common European approach. Brussels</p>	<p>Opportunity to share and discuss cross-regional experience on the country-level implementation of the Busan commitments. Could inform the backward looking discussions in the HLM – complementing the global monitoring work.</p> <p>27 Nov UK and EC are organising a panel on the Global Partnership entitled "Effective Development in a Changing World: The Role of Business". More information at http://eudevdays.eu/</p>

DECEMBER		<p>2-6 Dec 2nd Session Inter-governmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing</p> <p>3-4 Dec A Global Forum on Using Country Systems to Manage Climate Change Finance, Incheon, Korea link</p> <p>4-5 December Effective Institutions meeting, Seoul, Korea</p> <p>9-13 Dec Open Working Group on Sustainable Development Goals</p> <p>9-13 Dec Side-event/ on MICs (led by Mexico).</p>	<p>Facilitated by the Busan Partnership for Action on climate Change Finance and Development</p> <p>Meeting discusses:</p> <p>(1) means of implementation (science and technology, knowledge-sharing and capacity building) and Global Partnership for achieving sustainable development;</p> <p>(2) needs of countries in special situations, as well as specific challenges facing the middle-income countries.</p>
2014			
JANUARY	<p>Date TBC Fifth Steering Committee meeting, Abuja</p> <p>TBC Possible workshop on preliminary results from global monitoring exercise</p>	<p>22-25 Jan World Economic Forum Annual Meeting, Davos, Switzerland</p>	
FEBRUARY		<p>Q1 2014 UN DCF symposium, Germany</p> <p>TBC Regional workshop on Busan implementation</p>	<p>Joint team to discuss opportunities for linkages with UNDESA.</p> <p>Organized by Korea, UNDP Asia Pacific and Bangladesh</p>
MARCH		<p>3-4 Mar DAC Senior Level Meeting</p> <p>3-7 Mar 3rd Session Inter-governmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing</p> <p>17-20 Mar Inter-Parliamentary Union Assembly, Geneva</p> <p>25-27 Mar meeting in Abuja [tbc]</p> <p>27-30 Mar laDB Annual Meeting, Bahia, Brazil</p>	

APRIL	15-16 Apr 1st High-level meeting of the Global Partnership for effective development cooperation, Mexico	1-4 Apr Paris 21 Annual Meeting, Paris TBC Apr African Union Commission (AUC) and the European Commission, Brussels 11-13 Apr Spring Meetings of the IMF and World Bank, Washington 14 Apr Parliamentary meeting organised by IPU and Mexican Parliament, Mexico City 14 April Pre-meeting with CSOs	
MAY		7-9 May World Economic Forum, Abuja 12-16 May 4 th Session Inter-governmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing	
JUNE			
JULY		TBC, High Level UNDCF meeting, New York	Joint team to discuss opportunities for linkages with UNDESA.
AUGUST		4-8 Aug 5 th Session Inter-governmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing	
SEPTEMBER			
OCTOBER			
NOVEMBER			
DECEMBER		10-11 Dec DAC High Level Meeting	

Annexe 4. Liste des participants

Fourth Steering Committee Meeting
Global Partnership for Effective Development Co-operation
10-11 October 2013, Washington D.C.

Co-chairs

Indonesia	<p>Hon. Armida ALISJAHBANA Minister of National Development Planning/Head of National Development Planning Agency</p> <p>Mr. Wismana Adi SURYABRATA Deputy Minister for Development Funding Affairs Ministry of National Development Planning</p> <p>Mr. Tubagus CHOESNI Director for International Development Cooperation Ministry of National Development Planning</p> <p>Ms. Teni WIDURIYANTI Deputy Director Ministry of National Development Planning</p> <p>Mr. Kurniawan (Iwan) ARIADI Deputy Director Ministry of National Development Planning</p>
Nigeria	<p>Hon. Ngozi OKONJO-IWEALA Co-ordinating Minister for the Economy and Minister of Finance</p> <p>Ms. Chii AKPORJI Special Adviser to the CME and Minister of Finance Ministry of Finance</p> <p>Ms. Ada IHECHUCKWU-MADUBUIKE Deputy Director, International Development Fund International Economic Relations Department Ministry of Finance</p>
United Kingdom	<p>Hon. Justine GREENING Secretary of State for International Development</p> <p>Mr. Anthony SMITH Director, International Relations Division Department for International Development</p> <p>Ms. Hannah RYDER Team Leader, Global Partnership for Effective Development Co-operation Department for International Development</p> <p>Ms. Kathryn CASSON Deputy Principal Private Secretary to the Secretary of State Department for International Development</p> <p>Mr. Guy LEVIN Special Adviser to the Secretary of State Department for International Development</p>

Steering Committee Members and Observers

African Union/NEPAD	<p>Ms. Vera Brenda NGOSI Head, NEPAD Coordination Unit, African Union Commission</p> <p>Mrs. Florence NAZARE Head Capacity Development Division, NEPAD Planning & Coordinating Agency</p>
Arab Donor Coordination Group	<p>Mr. Said AISSI Advisor to Director-General, Operations Management OPEC Fund for International Development</p>
Bangladesh	<p>Mr. Abul AZAD Secretary, Economic Relations Division Ministry of Finance</p>
Brazil	<p>Mr. Flavio CAMPESTRIN BETTARELLO Director of Economic Planning & Chief Strategy Officer Embassy of Brazil to the United States</p>
Chad	<p>Dr. Brahim Adoum BACHAR General Secretary, Ministry of Economics & Planning</p> <p>Mr. Jean Yves ADOU Senior Programme Officer NEPAD Coordination Unit, Bureau of the Chairperson</p>
CSO Partnership for Development Effectiveness	<p>Mr. Richard SSEWAKIRYANGA Executive Director, Uganda National NGO Forum</p> <p>Ms. Anna BYHOVSKAYA Economist/Policy Analyst, TUAC</p>
European Union	<p>Ms. Renate HAHLEN Head of Unit, Aid and Development Effectiveness and Financing European Commission Directorate-General for Development and Cooperation</p> <p>Mr. Timo WILKKI Policy Officer, Aid and Development Effectiveness and Financing European Commission Directorate-General for Development and Cooperation</p>
Guatemala	<p>Mr. Raul BOLAÑOS Executive Director, Subsecretaria de Cooperación Internacional Secretaria de Planificación y Programación de la Presidencia de Guatemala</p>
Korea	<p>Ms. Youngju OH Director General, Development Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Ms. Hye-Ryoung SONG Deputy Director, Development Policy Division, Ministry of Foreign Affairs</p>
Mexico	<p>Mr. Juan Manuel VALLE PERENA Executive Director, Mexican Agency for Development Cooperation Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Mr. Mauricio ESCANERO Deputy Permanent Representative of Mexico to UNESCO</p> <p>Mr. Noel GONZALEZ Deputy Director General for Policy Making Mexican Agency for International Development Cooperation</p>
OECD/DAC	<p>Mr. Erik SOLHEIM</p>

	DAC Chair, Development Co-operation Directorate
	Mr. Jens SEDEMUND Executive Advisor, Development Co-operation Directorate
Parliamentarian representative	Mr. Alessandro MOTTER Senior Advisor, Economic and Social Affairs, Inter-Parliamentary Union
	Dr. Jeff BALCH Director, Association of European Parliamentarians with Africa (AWEPA)
Peru	Mr. Luis OLIVERA Executive Director, Peruvian International Cooperation Agency (APCI)
Private Sector representative	Ms. Marie GAD Chief Advisor, Confederation of Danish Industry (DI)
	Dr. Darian STIBBE Executive Director, The Partnering Initiative, IBLF
Samoa	Ms. Noumea SIMI Assistant CEO, Aid Coordination Unit, Ministry of Finance
	Mr. Alfred SCHUSTER Development Cooperation Advisor, Pacific Islands Forum Secretariat
South Africa	Mr. Johnny MOLOTO Deputy Chief of Mission Department of International Relations and Cooperation (DIRCO) South African Embassy in Washington
	Mr. Francois HENTSCHEL Counsellor: Socio-economic and Development Embassy of the Republic of South Africa, Washington
STARS Foundation	Mr. David CROOK Development Director
Trade Union Advisory Committee	Mr. Pierre HABBARD Senior Policy Adviser
Timor-Leste/G7+	Mr. Habib MAYAR Senior Policy Specialist, g7+ Secretariat
	Ms. Mafalda MARCHIORO g7+ Secretariat, Dili, East Timor
Turkey	Dr. Mehmet YILMAZ Head of External Affairs and Partnerships Department Turkish Cooperation and Coordination Agency
	Mr. Fatih Abdi CETIN Assistant Expert, Turkish Cooperation and Coordination Agency
UCLG/RU-FOGAR	Ms. Lupe MORENO ITURRIAGA Head of Multilateral Affairs, Secretariat for External Affairs Catalunya Secretariat for External Affairs
UNDP/UNDG	Ms. Sigrid KAAG Assistant Secretary General and Assistant Administrator Bureau for External Relations and Advocacy
	Mr. Paolo GALLI

Cluster Leader, Multilateral Affairs and UN Coherence Cluster
Bureau for External Relations and Advocacy

United States

Mr. Alex THIER
Assistant Administrator, Policy, Planning and Learning
U.S. Agency for International Development

Mr. Steven PIERCE
Special Coordinator, Development Effectiveness
U.S. Agency for International Development

World Bank

Ms. Mariam SHERMAN
Director, Operations Policy and Country Services

Ms. Astrid MANROTH
Operations Advisor, Openness and Aid Effectiveness
Operations Policy and Country Services

Post-2015 Session

Intergovernmental
Committee of
Experts on
Sustainable
Development
Financing

Mr. Pertti MAJANEN
Co-Chair of the Intergovernmental Committee of Experts on Sustainable
Development Financing, Finland

Ms. Kirsti AARNIO
Ambassador and Post-2015 Coordinator, Department for Development Policy
Ministry of Foreign Affairs, Finland

Office of the
President of the
General Assembly

Mr. Noel SINCLAIR
Ambassador
Office of the President of the 68th session of the General Assembly

Mr. Jorge LAGUNA CELIS
Senior Advisor
Office of the President of the 68th session of the General Assembly

UN Dept. of
Economic and
Social Affairs

Ms. Diana ALARCON
Development Policy and Analysis Division

OECD/UNDP Joint Support Team

Mr. Thomas BELOE
Governance and Development Effectiveness Advisor
UNDP Asia-Pacific Regional Service Centre

Ms. Farida BENA
Policy Analyst, Global Partnerships and Policies Division
Development Cooperation Directorate, OECD

Mr. Gerardo BRACHO
Senior Policy Analyst, Global Partnerships and Policies Division
Development Cooperation Directorate, OECD

Ms. Claire CONDON
Coordinator, Global Partnerships and Policies Division
Development Cooperation Directorate, OECD

Ms. Marcia DE CASTRO
Resident Representative
UNDP Mexico

Ms. Carola KENNGOTT

Programme Analyst, Knowledge, Innovation and Capacity Group
Bureau for Development Policy, UNDP

Ms. Brenda KILLEN
Head of Division, Global Partnerships and Policies
Development Cooperation Directorate, OECD

Mr. Derek KILNER
Partnerships Development Analyst
Bureau for External Relations and Advocacy, UNDP

Mr. Jon LOMOY
Director
Development Co-operation Directorate, OECD

Ms. Maria del MAR GALINDO
Partnerships Development Analyst
Bureau for External Relations and Advocacy, UNDP

Ms. Wendy MCGILL
Communications Specialist, UNDP

Mr. Robin OGILVY
Senior Policy Advisor, Global Partnerships and Policies
Development Cooperation Directorate, OECD

Ms. Yuko Suzuki NAAB
Policy Adviser and Team Leader, Effective Development Cooperation
Knowledge, Innovation and Capacity Group, Bureau for Development Policy, UNDP